

- 6 Une cause fréquente d'incompréhension des analyses sociologiques tient à ce que des lectures superficielles font prendre au pied de la lettre ce qui relève d'un usage *métaphorique* de notions empruntées à d'autres jeux de langage, comme, dans le cas présent, ceux de l'économie (rétribution, intérêt...) ou de la religion (croyance). Sur cette question qui relève de l'épistémologie sociologique, voir Jean-Claude Passeron, « L'inflation des diplômes. Remarques sur l'usage de quelques concepts analogiques en sociologie », *Revue française de sociologie*, XXIII, 1982, et Bernard Lahire, *L'Esprit sociologique*, Paris, La Découverte, 2005, chap. 3 : « Sociologie et analogie ».
- 7 On rappellera que le concept d'*illusio*, comme fait d'être intéressé par les enjeux spécifiques que propose un jeu social (politique ou intellectuel) mais aussi de trouver intéressant ce jeu (au sens de non indifférent), a été élaboré par Bourdieu afin d'éviter toute lecture utilitariste, cf. *Les Règles de l'art*, op. cit., p. 316 et suiv.
- 8 F. Matonti souligne qu'il n'est pas anodin que ce soit précisément un communiste, Aragon, qui ait développé pendant l'Occupation l'idée d'une littérature de contrebande, sur le modèle du genre médiéval du *Trobar clous* qui « permettait aux poètes de chanter leur Dame en présence même de leur seigneur » (cité p. 14).

Lu d'ailleurs

Recensions critiques

Frédérique Matonti (dir.),
La Démobilisation politique,
 Paris, La Dispute, 2005, 252 p.

Le projet de cet ouvrage, explique Frédérique Matonti dans l'introduction, est né au lendemain du 21 avril 2002 d'une réaction non pas tant devant le résultat du vote que devant les commentaires qu'en ont fait certains journalistes ou politologues. Ceux-ci unifiaient outrageusement sous le même label de « populisme protestataire » aussi bien l'abstention que les votes d'extrême gauche, d'extrême droite, blancs ou nuls. Dans leur ligne de mire, les classes populaires, décrites comme foncièrement intolérantes et repliées dans une attitude de refus de la modernité. L'ouvrage prend le contre-pied de ces commentaires à chaud, aussi péremptores que fragiles (mais reproduits à l'identique au lendemain du 29 mai), pour présenter une série d'analyses sociologiques rigoureusement construites. Crise de représentativité des institutions de la V^e République, crise de légitimité des partis de gouvernement de gauche comme de droite, logiques et contraintes d'un journalisme politique dédaigneux des enjeux concrets du gouvernement de la cité, mépris croissant des « élites » politiques et médiatiques à l'égard des classes populaires... sont ainsi resitués dans leur contexte d'émergence et de pérennisation, tandis que sont proposées des pistes de compréhension des logiques extrêmement complexes de production des votes (ceux des chômeurs, spécialement). Appuyé sur une série d'enquêtes de terrain et sur des cadres d'analyse solides, l'ouvrage s'impose comme un apport considérable à la compréhension des transformations actuelles des comportements politiques en France.

Lilian Mathieu

Annie Collovald,
Le « populisme du FN », un dangereux contresens,
 Broissieux, Éditions du Croquant, 2004, 253 p.

C'est un livre salutaire qu'a écrit Annie Collovald. L'auteure montre en effet, par une étude rigoureuse de sa genèse et de ses usages, combien la catégorie de « populisme » est inapte à rendre compte des succès électoraux de l'ex-

trême droite. Cette catégorie, que mobilisent journalistes, politologues et spécialistes des sondages, identifie dans les classes populaires la « source » du succès du FN. Or rien n'est moins assuré. Non seulement les ouvriers ne sont pas aussi naturellement portés au racisme et à l'autoritarisme que le laissent supposer ceux qui leur reprochent de céder aux sirènes « populistes », mais un examen attentif montre que statut de « premier parti de la classe ouvrière » que revendique le FN, et que lui prêtent ceux qui lui reprochent son populisme, est infondé. Le premier choix électoral des ouvriers est celui de l'abstention et, en proportion, d'autres catégories (petits commerçants, artisans et patrons, agriculteurs) votent autant qu'eux pour le FN. Mais l'ouvrage montre aussi combien ces analyses sont empreintes d'un fort racisme de classe : c'est parce qu'ils seraient « incultes » et « incompetents », que les ouvriers seraient réceptifs au « simplisme » caractéristique du « populisme ». Ce type de discours participe d'une disqualification politique du plus grand nombre, au profit de ceux qui se considèrent comme seuls habilités à traiter des affaires publiques ; ainsi que le dit A. Collovald, « le peuple doit être méprisé et méprisable pour que se réalise l'utopie conservatrice du néolibéralisme rêvant d'une démocratie dépeuplée et réservée à une étroite élite "capacitaire" ». Ce faisant, c'est non seulement la responsabilité des partis de gouvernement dans la légitimation des thématiques portées par le FN (telle l'immigration) qui se trouve occultée, mais également leur volonté de restreindre l'offre politique à leur seul profit.

Lilian Mathieu

Alexis Spire,

Étrangers à la carte.

L'administration de l'immigration en France (1945-1975),

Paris, Grasset, 2005, 402 p.

Le milieu des années 1970 a vu la fermeture des frontières françaises à l'immigration et, depuis, la présence des immigrés est devenu un des thèmes les plus sensibles du débat politique. L'ouvrage d'Alexis Spire est particulièrement intéressant pour la compréhension de ce débat, en ce qu'il porte sur la période antérieure à la fermeture des frontières, celle où la France de l'après-guerre a fait venir des centaines de milliers de travailleurs étrangers. Ce retour historique montre toutes les ambiguïtés de cette politique d'immigration, prise entre trois logiques potentiellement contradictoires : logique de police

(qui maintient les étrangers sous étroite surveillance), logique de main-d'œuvre (qui sélectionne les migrants en fonction des besoins du patronat) et logique de population (qui entend privilégier les étrangers jugés les plus « assimilables »). Le trait le plus remarquable de cette politique est qu'elle a su fluctuer au gré des besoins économiques ou des logiques politiques (celles qui marquent l'après-guerre d'Algérie, spécialement) tout en restant encadrée par un même dispositif législatif, celui des ordonnances de novembre 1945 qui resteront inchangées jusqu'en 1980. C'est que le droit de l'immigration est pendant toute cette période un « infra-droit », régi par des circulaires dont seuls les agents administratifs ont connaissance. Et là réside un autre apport passionnant du livre : en s'intéressant au travail quotidien des agents du bas de l'échelle administrative – c'est-à-dire aussi à leur usage des règles de droit et aux libertés qu'ils prennent avec elles –, il peut décrire l'accomplissement en acte d'une politique qui échappe complètement à la maîtrise des individus qui lui sont soumis. C'est dans l'*ethos préfectoral*, qui associe « sentiment de n'être jamais associé à l'élaboration de la réglementation » et « certitude de disposer d'un pouvoir démiurgique sur chaque dossier d'étranger », qu'A. Spire repère les logiques de production de décisions administratives auxquelles était suspendu le destin de milliers d'immigrés.

Lilian Mathieu

Thomas Coutrot,

Démocratie contre capitalisme,

La Dispute, 2005.

Comment mettre fin aux inégalités économiques (monopoles) et politiques (bureaucraties) ? En réponse à ce double enjeu, ce livre semble reprendre la problématique gramscienne de l'hégémonie sur un versant socio-économique : le programme de « stratégie participative » qu'il propose au mouvement altermondialiste veut coaliser les forces expérimentales de l'anti-capitalisme démocratique. Les expériences locales de démocratisation (comme à Porto Alegre) ou de résistance économique (comme dans l'économie solidaire) ne suffisent pas, visées démocratiques et anticapitalistes doivent collaborer sur la base d'une nouvelle alliance entre syndicalisme et associations, pour vaincre l'offensive politique du néolibéralisme d'un capitalisme « financier » vecteur d'intensification et de précarisation du travail. Reposant sur l'initiative populaire autant que les stimuli institutionnels, elle se veut à la fois révolutionnaire (dans sa visée) et réformiste (dans ses

moyens), d'où un nouveau clivage (prôné) entre capitalisme et démocratie. L'important est la « combinaison » proposée comme un bilan des débats et expériences séculaires. L'auteur retient à la fois l'autogestion, puisant ses ressources d'autonomie individuelle et collective à trois sources différentes (démocratie locale antibureaucratique, coopératives ouvrières, associations d'insertion), et le marché comme moyen économe et simple de coordination, assurant la liberté de choix individuelle. Il s'agit d'un marché « socialisé », où « l'appropriation sociale » des moyens de production a remplacé le capital monopoliste par « une coordination négociée » des consommateurs et des producteurs (collectifs larges), où les investissements sont orientés par un niveau national (étatico-social ?) de planification décentralisée de type incitative... Il manque certes (d'après Coutrot lui-même) le volet politique, pour apprécier les rythmes, les heurts, la différence entre moyens et fins : l'exemplarité des « expériences » suffira-t-elle à assurer la transition vers la coordination socialiste ? Sa volonté de s'inscrire dans le « mouvement réel » perpétue un certain finalisme et les « expériences » séculaires dont il s'inspire sont inégales. En attendant (la transition), ces suggestions issues d'un débat politico-scientifique mondial pourraient élever les esprits plus sûrement que certaines passions référendaires.

Joan Nestor

Enzo Traverso,

Le Passé, modes d'emploi ; histoire, mémoire, politique,

Paris, Ed. La fabrique, 2005, 137 pages.

Dans ce remarquable recueil d'essais, Enzo Traverso nous propose une réflexion originale et saisissante sur le rapport entre mémoire, historiographie et politique, dans les affrontements des dernières années autour du communisme, du fascisme et du nazisme. Contre Pierre Nora, il rappelle cette évidence : l'histoire court autant de risque de mythification et d'amnésie que la mémoire. On le voit bien dans une certaine historiographie conformiste en Allemagne, où la voix des victimes des génocides est disparue, ou dans l'historiographie italienne dominante qui a si longtemps ignoré les crimes du colonialisme fasciste en Éthiopie. Un exemple frappant sont les commémorations officielles de l'ouverture des camps, en présence des Dick Cheney et autres Silvio Berlusconi, qui tentent de nous envoyer un message rassurant et apologétique : le III^e Reich est le contraire absolu de l'Occident libéral, ce meilleur des mondes possible. Traverso rappelle donc cette formule de Theodor W. Adorno : le nazisme est une « barbarie qui s'inscrit dans le principe même de la civilisation ».

Les conflits politiques autour de la mémoire sont illustrés par les débats entre historiens (allemands, français, italiens) : tandis que les concepts de « fascisme » et « antifascisme » sont frappés d'un véritable tabou, un consensus mou, « antitotalitaire » libéral s'installe, fondé sur la comparaison entre nazisme et communisme. Après la chute du mur en 1989, on tente d'imposer l'idée que le capitalisme et le libéralisme sont le destin inéluctable de l'humanité (Fukuyama, Furet). Les souvenirs du communisme — ce mélange d'aspirations libertaires et de menaces totalitaires — et de l'anticolonialisme sont ensevelis dans l'oubli ou l'opprobre. Mais il est d'autres chemins de la mémoire, plus discrets, parfois souterrains, décidément critiques, qui transmettent le fil des expériences de l'égalité, de l'utopie, de la révolte contre la domination.

Quel doit donc être le rôle de l'historien ? Il n'y a pas une réponse unique à cette question, mais Enzo Traverso cite, avec sympathie, une phrase de Chateaubriand qui avait déjà impressionné le jeune Pierre Vidal-Naquet : « Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend que la chaîne de l'esclavage et la voix du délateur », la noble tâche de l'historien c'est de devenir « la vengeance des peuples ».

Michael Löwy